Réuni le 16 janvier 2025, le Conseil Municipal a voté les décisions suivantes

L'an deux mille vingt-cinq, et le jeudi 16 janvier à 18 H 30, le Conseil Municipal régulièrement convoqué le 07 janvier 2025, s'est réuni à la salle du conseil de la Mairie de Chevroches sous la Présidence de Monsieur Jean-Louis LEBEAU, Maire.

Étaient présents : MME GAGNARD, M. COQUARD ; Adjoints

MMES CARBO, FAULE, MEUNIER ; MM. BELOT, FERREIRA, LOPEZ, PICY

Absents excusés : MME SAULE

Secrétaire de séance : M. Marc COQUARD

Le compte rendu précédent a été lu et approuvé.

MISE EN ŒUVRE DE LA TÉLÉTRANSMISSION DES ACTES SOUMIS AUX CONTRÔLES DE LÉGALITÉ ET BUDGÉTAIRE

Monsieur le Maire informe le Conseil municipal que l'article 139 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et le décret n° 2005-324 du 7 avril 2005 pris pour son application, prévoient que les actes administratifs (délibérations du Conseil municipal et arrêtés du Maire) et les documents budgétaires puissent être transmis par voie électronique à l'État.

Les avantages de l'envoi dématérialisé des actes sont les suivants :

- une simplification des échanges
- des économies (réduction des coûts d'affranchissement et de papier)
- un échange sécurisé
- un gain de temps résultant d'une accélération des échanges avec la Sous-Préfecture.

Considérant que ACTES délivre un accusé de réception qui, attaché à l'acte, remplace le tampon visa et en atteste le caractère exécutoire ;

Considérant que le logiciel Berger-Levrault donne la possibilité de transmettre de façon dématérialisée les actes et documents budgétaires et que la commune est adhérente à cette plateforme.

Après délibération et à l'unanimité, le Conseil Municipal décide :

- D'approuver le projet de télétransmission des actes soumis aux contrôles de légalité et budgétaire
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention avec le représentant de l'État relative à la télétransmission des actes soumis aux contrôles de légalité et budgétaire
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de cette délibération.

AJUSTEMENT DE LA SOMME EMPRUNTÉE SUR LE BP 2025 POUR LES TRAVAUX DE LA PLACE DE LA MAIRIE

Monsieur le Maire rappelle au Conseil municipal que la somme de 95 000 € a été votée en emprunt sur le Budget Principal de 2024, et a été reportée sur le Budget Principal de 2025.

Cette somme s'avère insuffisante, Monsieur le Maire explique qu'il convient d'emprunter 102 000 €, soit 7 000 € de plus que le montant initialement prévu.

Pour que la commune puisse emprunter cette somme avant le vote du Budget 2025, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de procéder au vote des 7 000 € nécessaires et de les inscrire au Budget Principal de 2025.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- Autorise Monsieur le Maire à ajouter la somme de 7 000 € aux prévisions d'emprunts
- Décide d'inscrire cette somme au Budget Principal 2025 en complément des 95 000 € déjà votés.